

PROCÉDURE CIVILE

Séance 4 - La mise en état et les débats

I. Le recours à la mise en état.....	2
A) Le recours à la mise en état.....	2
B) Les missions du juge de la mise en état	3
C) Les pouvoirs du juge de la mise en état	3
1) <i>L'encadrement de la préparation de l'affaire</i>	<i>3</i>
2) <i>Le pouvoir de procéder aux jonctions et disjonctions d'instance</i>	<i>4</i>
D) La communication électronique.....	4
E) La clôture de la mise en état	5
F) La procédure participative	6
II. Les débats	8
A) La publicité.....	8
1) <i>Le principe.....</i>	<i>8</i>
2) <i>Les exceptions.....</i>	<i>8</i>
B) L'oralité.....	8
C) Le déroulement des débats	9
1) <i>Les débats.....</i>	<i>9</i>
2) <i>L'issue des débats.....</i>	<i>10</i>
D) La procédure sans audience	11
1) <i>Procédure écrite.....</i>	<i>11</i>
2) <i>Procédure orale.....</i>	<i>11</i>



Définition : La mise en état c'est l'introduction du dossier par un magistrat de la formation de jugement pour le mettre en état d'être jugée. Donc renvoyé en audience de plaidoirie.

Il y a une phase d'instruction propre aux matières civiles, cette phase prend la dénomination de mise en état. Un magistrat, compétent, veille à ce que le dossier soit en état d'être présenté à la formation de jugement.

I. Le recours à la mise en état

A) Le recours à la mise en état

Après la mise en mouvement de l'instance, les parties sont appelées à comparaître devant le juge.

Plusieurs hypothèses :

- les parties et leurs avocats ont conclu une convention de procédure participative aux fins de mise en état de l'affaire. Le président fixe la date de l'audience de clôture de l'instruction et la date de l'audience de plaidoirie. Il renvoie l'examen à la première audience. Sans demande, il ordonne le retrait du rôle.
- le dossier peut être plaidé, chacune des parties a communiqué les éléments de faits et de droit. Le juge fixe une date d'audience pour la plaidoirie : **circuit court**. Il renvoie à l'audience les affaires dans lesquelles le défendeur ne comparet pas si elles sont en état d'être jugées sur le fond. Sauf s'il décide d'ordonner la réassignation du défendeur. Mais, le président déclare l'instruction close. Il fixe la date de report des dossiers au greffe de la chambre.

À l'inverse, dans un **circuit moyen**, le dossier n'est pas en état. Mais il n'est pas nécessaire d'aller jusqu'à la désignation d'une mise en état. Un délai est accordé aux parties. Une nouvelle audience aura lieu dans laquelle le juge va devoir constater les diligences réalisées et fixer une date d'audience pour plaidoirie.

Enfin, on trouve l'hypothèse de la mise en état de l'affaire qui est un circuit long. Le dossier n'est pas en état. Il faut désigner un magistrat pour organiser les échanges, et fixer une date d'audience de la mise en état.

B) Les missions du juge de la mise en état

- contrôler la phase d'instruction (**art. 780 CPC**). Il doit « veiller au déroulement loyal de la procédure, spécialement à la ponctualité des échanges des conclusions et de la communication des pièces ».



Attention : Ce magistrat n'est pas instructeur de l'affaire il doit simplement contrôler et éviter les lenteurs nuisibles aux exigences du procès et assurer une communication loyale (respect du principe du contradictoire).

- trancher les questions de procédure au regard de l'exception de procédure, les fins de non-recevoir, et en matière de référé.

C) Les pouvoirs du juge de la mise en état

1) L'encadrement de la préparation de l'affaire

Le juge a le pouvoir :

- d'entendre les parties, même d'office ;
- constater une conciliation ou tenter une conciliation (**art. 765 CPC**) : totale ou partielle. À la suite, il pourra homologuer un accord, lequel aura force exécutoire. En ce sens, il peut même désigner un médiateur ;
- rappeler les obligations procédurales des avocats, en vertu de l'**article 768 du Code de procédure civile** ;
- inviter à mettre en cause les intéressés dont la présence lui paraît nécessaire à la solution du litige (**art. 786 CPC**).
- faire une injonction (**art. 780 CPC**) il fixe des délais aux parties pour remplir leur obligation en termes de communications d'écriture ou de pièces.

2) Le pouvoir de procéder aux jonctions et disjonctions d'instance

Il a le pouvoir de prendre, même d'office, les mesures d'instruction dont il contrôle l'exécution (**art. 796 CPC**).

Il alloue une provision sur le procès ou accorde une provision au créancier. Il prononce des mesures provisoires à l'exception des saisies conservatoires hypothèques et nantissement, à la condition que la demande soit postérieure à sa désignation et antérieure à son dessaisissement : **l'ouverture des débats**.

Il peut modifier les décisions antérieures à sa désignation, si on lui en fait la demande (**art. 789 CPC**).

Il est compétent pour les incidents mettant fin à l'instance, à titre principal (**art. 385 CPC**) ou à titre accessoire (**art. 384 CPC**). Ces décisions ont autorité de la chose jugée même si elles sont prises par le juge de la mise en état.

- il est compétent aux fins de non-revoir. La fin de non-recevoir implique que soit tranchée une question de fond. D'abord le juge statue sur cette question et puis sur la fin de non-recevoir.

Selon l'**article 794 du Code de procédure civile**, les décisions du juge ont autorité de la chose jugée pour l'exception de procédure, fins de non-recevoir et la question de fond, les incidents mettant fin à l'instance.

Pour les interventions, autres que les invitations et les injonctions, du juge de la mise en état, il doit statuer par ordonnance motivée. L'opposition n'est pas ouverte à l'égard de ces ordonnances, l'appel et le pourvoi ne sont, en principe, possibles qu'avec le jugement au fond.

En matière d'exception de procédure d'incidente, de fins de non-recevoir, du sursis à statuer, des expertises et du prononcé des mesures provisoires, l'appel est possible dans les 15j suivant la notification (**art. 795 CPC**).

D) La communication électronique

L'**article 748-1 du Code de procédure civile** dispose

« les envois remis et notifications des actes de procédure, les pièces, avis avertissements ou convocations, des rapports des procès-verbaux ainsi que des copies et expéditions revêtues de la formule exécutoire des décisions juridictionnelles peuvent être effectuées par voie électronique dans les conditions et les selon les modalités fixées par le présent titre, préjudice des dispositions spéciales imposant l'usage de ce mode de communication ».

La mise en œuvre implique que des contrats soient signés entre les utilisateurs pour déterminer le fonctionnement du dispositif (**art. 748-2 CPC**).

Selon l'**article 748-6 du Code de procédure civile**, l'utilisation de ce dispositif vaut signature électronique. Le destinataire doit aussi consentir à la communication, sauf si la loi a l'obligation d'avoir recours à ce système.

La réception de la communication doit entraîner un avis électronique de réception, pour le destinataire, avec au minimum la date. Il tient lieu de visa, cachet, signature ou mention de réception (**art. 748-4 al.3 CPC**).

Le juge a la faculté de pouvoir exiger la production papier de l'original.

L'objectif est de communiquer avec les parties par mail (**art. 748 et 748-9**).

E) La clôture de la mise en état

Deux cas :

- L'affaire est en état d'être plaidée. Le président ou le juge de la mise en état déclare l'instruction close et rend une ordonnance non motivée et insusceptible de recours (**art. 798 CPC**).

L'**article 799** prévoit pour le juge la possibilité de prononcer la clôture comme sanction à la passivité d'une partie, soit d'office ou à la demande de l'adversaire. Elle doit être motivée et insusceptible de recours. Dans le cas où la passivité s'applique aux deux parties, alors il est possible par ordonnance motivée et insusceptible de recours de prononcer la radiation de l'affaire (**art. 801 CPC**).

L'ordonnance de clôture fige l'état du dossier : aucune pièce ou conclusion ne peut être déposée ultérieurement (**art. 802 CPC**).

Exceptions :

- pour les demandes en intervention volontaire (loyers, arrérages, intérêts et autres accessoires) peuvent être reçues ;
- l'ordonnance peut être révoquée en raison d'un élément nouveau (postérieur à la clôture) ;
- les conclusions qui tendent à la reprise de l'instance en l'état ;
- une demande en intervention volontaire formée après la clôture ;
- la jurisprudence ajoute l'exception à l'irrecevabilité des conclusions postérieurement à l'ordonnance de clôture.

Sont recevables les conclusions postérieures qui rejettent les conclusions déposées avant la clôture, mais tardivement ce qui signifie quand même une possibilité de réponse : **Civ. 1^{er}, 18 déc. 2014 n°13-19896**. Les pièces produites la veille ne sont pas recevables, même si les conclusions (support) ont été déclarées recevables : **Cass. Civ. 2^e, 6 dec. 2018 n°17-17557**. Lorsque les conclusions sont irrecevables, les pièces le sont aussi : **Cass. Ass. Plé. 5 dec. 2014 n°13-27501**.

Tant que l'affaire n'est pas plaidée, c'est le juge de la mise en état qui décide de la réouverture de l'instruction. À l'ouverture des débats, c'est le président de l'audience.

La durée de la période entre l'ordonnance de clôture et l'ouverture des débats doit être réduite. La date d'audience est fixée par le président de la chambre ou délégation par le juge de la mise en état (**art. 799 CPC**).

F) La procédure participative

La convention de procédure participative (**art. 2062 à 2068 Cde civ.**) peut être conclue avant la saisine du juge et durant l'instance. Elle permet de mettre l'affaire en état d'être jugée.

Elle est contenue dans un écrit, à peine de nullité.

En cas d'urgence, il est possible que des mesures provisoires ou conservatoires soient sollicitées par les parties (**art. 2065 al.2 CPC**).

Les parties peuvent soumettre leur accord qui règle leur différend, tout ou partie, à l'homologation du juge. Le cas échéant, les parties soumettent leur litige au juge, et

elles sont dispensées de la conciliation. Sauf, en matière prud'homale (**art. 2066 Cde civ.**).

Après justification de la conclusion d'une convention de procédure participative, le juge fixe la date de l'audience de clôture de l'instruction et la date de l'audience des plaidoiries. À défaut, le juge ordonne le retrait du rôle (**art. 1546-1 CPC**).

La signature d'une convention de procédure participative aux fins de mise en état vaut renonciation de chaque partie à se prévaloir d'une fin de non-recevoir, de toute exception de procédure et des dispositions de l'article 47 qui régit les situations où le juge est partie à l'affaire. Sauf, pour les affaires qui surviennent postérieurement à la signature de la convention de procédure participative (**art. 1546-1 CPC**).

Les avocats peuvent conjointement établir des actes de procédures (**art. 1546-3 CPC**).

L'**article 1555** indique que la procédure participative se termine :

- à l'arrivée du terme de la convention de procédure participative ;
- à la résiliation anticipée et par écrit de la convention par les parties avec leurs avocats ;
- la conclusion d'un accord mettant fin en totalité aux différends ou litige ou établissement d'un acte qui constate la persistance de tout ou partie de celui-ci ;
- L'inexécution par l'une des parties, de la convention ;
- la saisine du juge, aux fins de statuer sur un incident, sauf si la saisine émane de l'ensemble des parties

Après la convention, si un accord est trouvé il doit être soumis au juge (**art. 1557 CPC**).

Si aucun accord n'est trouvé, l'avocat de la partie la plus diligente a trois mois, à compter du terme de la convention pour saisir la juridiction par requête.

II. Les débats

Les débats c'est la phase de discussion orale du procès pour présenter aux juges les arguments de chaque partie pour trancher le litige.

A) La publicité

1) Le principe

Le public peut assister au débat, en raison de l'exigence d'une justice équitable. Le caractère public conduit à considérer que les débats sont menés conformément aux règles du droit.

2) Les exceptions

Il existe des tempéraments. Pour certaines matières l'audience se doit d'être retenue à huis clos. À titre d'exemple en matière gracieuse la publicité est écartée.

L'**article 435 du Code de procédure civile** dispose que le juge peut décider que les débats auront lieu en chambre du Conseil, s'il doit résulter de leur publicité une atteinte à l'intimité de la vie privée ; ou si les parties le demandent ou s'il survient des désordres de nature à troubler la sérénité de la justice.

L'**article 446** impose l'exigence de publicité des débats à peine de nullité.

B) L'oralité

On va distinguer l'oralité des débats et l'oralité de la procédure.

La procédure est orale dans les affaires de moins de 10000,00€ pour certains types de litiges. Il est possible de mener une procédure orale par le biais d'écrit lorsque les

parties sont représentées ou assister d'avocats en matière de procédure orale. L'assignation et la requête peuvent être utilisés donc avec un recours à l'écrit. À l'inverse l'oralité des débats ne s'applique que lors de la phase d'audience du jugement en complément des échanges de pièces et de conclusions préalables.

L'oralité permet à chaque partie d'avoir une présentation orale des arguments et de la vision du dossier.

L'oralité permet d'attirer l'attention des juges sur les points essentiels et délicats du dossier.

L'**article 785 du Code de procédure civile** permet le recours à un rapport préalable oral de l'affaire à l'audience avant les plaidoiries par le juge de la mise en état. Ou bien exceptionnellement par le président de la chambre ou un autre juge désigné. Ce rapport permet de présenter les demandes et les moyens des parties antérieurement à la prise de parole.

C) Le déroulement des débats

1) Les débats

En principe, les débats ont lieu devant plusieurs magistrats en nombre impair : une formation collégiale.



Attention : Le cas spécifique de la formation prud'homale qui est paritaire avec des conseillers employeurs et salarié.

On retrouve cependant des juges uniques pour les audiences. À titre d'exemple le juge de la mise en état, il doit ensuite rendre compte aux autres membres (**art. 686 CPC**).

L'audience est dirigée par un président d'audience : il veille au déroulement de l'audience et la prise de parole, ordonne les mesures pour respecter la régularité de la procédure et sérénité des débats.

L'audience peut être précédée de la présentation du rapport préalable. Ensuite ou à défaut, le président d'audience donne la parole au demandeur et à l'issue de sa plaidoirie, la parole est donnée au défendeur.

Les plaidoiries sont présentées par les avocats. Les parties ont la possibilité de s'exprimer. L'**article 18 du Code de procédure civile** pose le principe de la défense par elles-mêmes.

Des peines disciplinaires sont prévues contre les avocats irrespectueux (**art. 438 et 439 CPC et art. 675 et s. CPP**).

2) L'issue des débats

L'**article 440 al.3 du Code de procédure civile** : « lorsque la juridiction s'estime éclairée, le président fait cesser les plaidoiries ou les observations présentées par les parties pour leur défense ».

Le ministère public peut donner son avis sur l'application de la loi. L'avis peut être donné par écrit ou à l'oral.

La juridiction prononce la clôture des débats lorsqu'elle s'estime éclairée. L'affaire est mise en délibéré : renvoyé à l'étude par les juges à huis clos. La clôture des débats interdit tout nouveau dépôt de conclusion ou de pièces.

Réouverture des débats :

- Le président doit rouvrir les débats lorsque les parties « n'ont pas été à même de s'expliquer contradictoirement sur les éclaircissements de droit ou de fait qui leur avait été demandé (**art. 444 al.1 CPC**). Ou lorsque la composition de la juridiction a changé (**art. 444 al2 CPC**).
- Rouvrir les débats à chaque fois qu'un élément nouveau est porté à la connaissance, sous-entendu un élément d'une importance justifiant cette réouverture.

D) La procédure sans audience

L'**article L 212-5-1 du Code de l'organisation judiciaire** prévoit la possibilité d'organiser une procédure sans recourir à une audience de plaidoiries devant le TJ. C'est possible pour la **procédure orale et écrite**.

1) Procédure écrite

Le demandeur fait la demande de la procédure sans audience dans l'assignation (**art. 753 CPC**) ou requête (**art. 757**). Si la requête aux fins de saisine ne vise pas la procédure écrite.

Le défendeur doit accepter lors de la constitution d'avocat. Le président du tribunal fixe la date pour le dépôt des dossiers aux greffes et, à l'expiration, il informe les parties du nom des juges de la chambre qui sont amenées à délibérer, et de la date à laquelle le jugement est rendu (**art. 778**).

2) Procédure orale

La demande de procédure sans audience peut être réalisée à tout moment. La procédure n'est alors plus orale, mais écrite, car il n'y a pas d'audience.